

L'Entretien du mois

(2^e partie et Fin)

Réalisé par Mohamed Chafik Mesbah

«Il faudrait pour le bonheur des Etats que les philosophes fussent rois et que les rois fussent philosophes.» Platon in La République

TUNISIE YADH BEN ACHOUR

**Président de la Haute Instance
de réalisation des objectifs
de la révolution, de la réforme politique
et de la transition démocratique**



«Nos manières d'être musulmans nous ont souvent empêchés de progresser»

IV – La Tunisie démocratique, perspectives

Mohamed Chafik Mesbah : A l'instar de ce qui s'est déroulé en Algérie, le passage brusque vers le système démocratique s'accompagne en Tunisie d'un foisonnement anarchique de nouveaux partis à la consistance peu ou prou effective. Plus d'une centaine de partis, me dit-on, ont vu le jour. L'œil avisé qui est le vôtre vous permet, plus lucidement que les acteurs participants, d'entrevoir la nouvelle configuration du paysage politique tunisien ? Autour de quels grands courants politiques structurés, avec quels grands partis, se dessine l'avenir démocratique de la Tunisie ?

Yadh Ben Achour : Le foisonnement des partis politiques est une constante des périodes transitoires. Après de si longues périodes de dictature, la société libérée «explose» en quelque sorte et les partis se comptent alors par centaines, comme les associations. Mais la plupart de ces partis n'ont pas d'avenir politique, parce qu'ils ne disposent pas d'une base populaire ou électorale sérieuse. Ce sont des phénomènes scéniques. En Tunisie, les grandes tendances du paysage politique actuel peuvent être ramenées aux six courants : islamique, islamiste, nationaliste, laïc démocratique et libéral, socialiste et marxiste. Cela ne veut pas dire qu'ils seront tous représentés à l'Assemblée constituante. L'idéal, pour l'avenir de la Tunisie, consisterait à voir émerger une bipolarisation entre les partis de démocratie laïque, comme le Parti démocratique progressiste, le Tajdid, le Forum démocratique pour le travail et les libertés, le Parti socialiste de gauche, le Parti du travail patriotique et démocratique, le Parti communiste des ouvriers de Tunisie, le Mouvement des démocrates patriotes, le Parti du travail tunisien, etc., et les partis de démocratie islamique, comme la Nahdha ou le Parti de la réforme et du développement. Il faudrait que la démocratie, le respect des droits de l'homme, le caractère civil de l'État, le strict positivisme de la loi, deviennent véritablement les points d'orgue de notre système politique.

Vous pensez que le mouvement associatif et les syndicats conserveront une existence autonome dans la Tunisie démocratique ou bien seront-ils

amenés, forcément, à se fondre dans les nouvelles formations politiques ?

Les syndicats pourraient connaître des divisions en fonction des démarquages idéologiques et partisans de leurs membres. L'UGTT pourrait connaître des dissidences et avoir des difficultés à maintenir son unité. Mais son enracinement historique, ses traditions et ses usages la maintiendront au-dessus des flots. Certaines associations sont déjà inféodées à des partis politiques et ne sont en réalité que leur prolongement dans le tissu associatif. Mais le tissu associatif, d'une manière générale, gardera son autonomie. Le spectre des activités des associations déborde largement la société politique et se trouve plus profondément enraciné dans la société civile. Au risque de me répéter, j'affirme, textuellement, que «la révolution tunisienne est d'abord la révolution de la société civile tunisienne». C'est, par conséquent, la société civile tunisienne qui constitue le meilleur rempart pour la défense de la révolution tunisienne.

Le mouvement islamiste en Tunisie semble, pour l'essentiel, avoir pris acte des contraintes du fonctionnement démocratique de la Tunisie. Vous avez eu à tester, au sein de la Haute Instance, de la validité de cette disposition et vous avez même eu à faire face à des divergences d'appréciation avec les représentants d'Ennahda au sein de la Haute Instance. Votre conclusion est-elle que ce mouvement qui, pour le moment, constitue la principale force politique en Tunisie, inscrit ou bien il n'a fait qu'aménager, sur un registre tactique, son discours officiel ?

La Nahdha, le groupe social qu'elle représente, l'idéologie et les convictions qu'elle incarne, constituent un élément important de notre tissu social. Il serait à la fois aberrant et injuste de l'ignorer. Il faut cesser de considérer la Nahdha comme une monstruosité ou un démon de notre société. C'est pour cette raison que je préfère appeler la Nahdha un parti «islamique» plutôt qu'«islamiste». La Nahdha évidemment charrie avec elle, objectivement, quand bien même elle s'en défendrait, tout le fonds historique propre à l'islamisme. Ce fonds est loin de constituer une garantie pour les libertés démocratiques. Nous le savons, non pas simplement par la théorie, mais par des expériences politiques de pays tels que l'Iran, l'Arabie Saoudite, le

Pakistan, l'Afghanistan, le Soudan, ou même à travers l'expérience d'un État africain fédéral multiconfessionnel comme le Nigeria. De ce côté-là, du point de vue de la liberté démocratique, le tableau n'est pas très brillant. Pour rompre définitivement avec ce handicap, la Nahdha doit travailler et concentrer ses efforts sur trois points essentiels. Tout d'abord se tunisifier au maximum, c'est-à-dire développer sa tunisianité au détriment de son islamité. Ce travail doit se faire, en particulier, au niveau des mœurs et des comportements, mais, également, de la philosophie du droit et des grandes conceptions du droit constitutionnel, du droit civil et des autres branches du droit de ce parti. L'islamité fait partie de l'identité tunisienne, pourrait-on me rétorquer. Mais il faut saisir, dans ce que je viens de dire, la nuance de sens. Il ne s'agit pas de se défaire de son islamité mais de réajuster la balance. En deuxième lieu, ce parti doit clarifier d'une manière totale et complète sa position sur l'État, son caractère civil et démocratique. Sur ce point, il y a encore quelques ambiguïtés. Il est temps que la Nahdha nous envoie un signe clair, massif et définitif sur son engagement à l'égard de la démocratie et de l'État de droit. L'ambiguïté doit être levée, sans aucune équivoque. C'est à cette condition que la Nahdha deviendra crédible aux yeux de tous ceux qui craignent le retour du refoulé. En troisième lieu, sur le plan de l'action politique, la Nahdha doit rompre de manière péremptoire avec les franges islamistes radicales avec lesquels elle continue de «conter fleurette». Cette attitude dessert ce parti, dans la mesure où elle le maintient dans une logique de contrainte et d'oppression sur les citoyens, voire même de violence. La Nahdha doit compter sur ses propres forces, des forces repérables visibles et claires, non des forces occultes qu'elle tente de maintenir dans son giron par tactique électorale et pour augmenter le socle de ses partisans. Une telle attitude se retournera, fatalement, un jour contre ce parti. Au niveau de l'instance, je n'ai personnellement aucun problème avec les représentants de la Nahdha ou leurs proches. Ce sont des amis que je respecte et que j'estime sincèrement. Cependant je considère personnellement que les retraits successifs de la Nahdha constituent des moyens de pression non démocratiques. La Nahdha a raison de s'attacher au consensus. Mais elle ne doit pas oublier que la règle majoritaire

fait partie de la démocratie également. Perdre un vote en démocratie ne donne pas le droit de se comporter en enfant prodigue.

Vous avez évoqué dans certains de vos livres de référence, en rapport avec l'état de sous-développement politique et économique des pays arabes «un potentiel d'islamité qui tire les sociétés vers le bas». Votre dernier ouvrage La deuxième Fatiha laisse, néanmoins, se profiler une lueur d'espoir. Faut-il imaginer qu'il existe une place pour «un potentiel d'islamité» qui, à l'image de se qui se déroule en Turquie, pourrait tirer vers le haut les sociétés arabes ?

Ce n'est pas, à proprement parler, le potentiel d'islamité en soi qui tire la société vers le bas, mais plutôt la conjonction de l'orthodoxie de masse et du sous-développement culturel, politique sociale et économique. J'ai commencé à évoquer cette problématique dans un livre qui s'intitule 'Al 'aqliyya al madaniyya wal huquq al haditha (l'esprit civique et les droits modernes) et qui a été publié à Beyrouth en 1998. J'avais développé cette problématique dans deux ouvrages postérieurs, publié tous deux à Paris et à Tunis, *Aux fondements de l'orthodoxie sunnite* en 2008 puis *La deuxième Fatiha ; l'islam et la pensée des droits de l'homme* en 2011. J'explique que cette orthodoxie de masse, grâce à l'alliance du pouvoir politique, du savoir théologico-juridique et du poids du peuple des croyants majoritaires dans la défense de leur religion personnelle, est la cause principale de cette propension des sociétés islamiques et, en particulier, des sociétés arabes à la stagnation et à l'absence de créativité et de progrès. Ce phénomène historique est récurrent. Nous l'avons vu se révéler avec force sous les Abbassides avec le mouvement hanbalite, nous l'avons vu prendre forme dans le débat théologique et philosophique entre les acharites et les moutazilites en Irak, comme en Tunisie. Il a pris une extension étonnante avec les Almohades au Maghreb, il se reconstitue sous les traits du salafisme contemporain. Nous en observons aujourd'hui des formes très significatives dans la Tunisie post-révolutionnaire. Cette pérennité historique du phénomène est très inquiétante. Elle donne, en effet, l'impression d'une stagnation cyclique, toujours recommencée, voire même d'une régression.